

LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société



Affichez ces pages
la compréhension d'est contagieux!



DE LA CRISE ALIMENTAIRE À LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Se nourrir coûte de + en + cher.

Au cours des dernières années, le blé, le maïs et le riz ont connu d'importantes hausses de prix. Ce phénomène mondial qui menace de famine des centaines de millions de personnes, provoquant d'importantes émeutes de la faim dans plusieurs pays, rattrape les familles du Canada et du Québec. Un nombre croissant de personnes éprouvent de plus en plus de difficultés à se nourrir adéquatement. Statistique Canada révélait, dans le cadre d'une enquête réalisée en 1998-1999, qu'environ 10 % de la population canadienne vivait une situation d'insécurité alimentaire. Dans la seule année 2007, 720 000 Canadiens ont dû recourir aux banques alimentaires pour se nourrir. S'il est vrai que notre situation est sans commune mesure avec celle des émeutiers de la faim, il demeure que la crise alimentaire, ici comme ailleurs, est la conséquence d'un modèle de gestion copié sur la stricte loi du marché, celle de l'offre et de la demande, sans considération pour le bien-être des individus, des familles et des populations.

1 Le fort prix de la loi du marché.

Pour justifier la hausse du prix des aliments, les « experts » invoquent principalement trois causes : de mauvaises récoltes, la demande accrue en provenance des pays dits émergents comme la Chine ou l'Inde, ou encore l'utilisation de denrées comme le maïs ou la canne à sucre pour la production d'éthanol. Trois phénomènes qui provoqueraient une rareté des denrées, ce qui ferait augmenter les prix. Bien que réelles, ces causes demeurent accessoires par rapport à l'impact des activités spéculatives et boursières reliées aux aliments. Ces activités, réalisées d'ailleurs à mille lieues des champs et des ventres affamés, font en sorte qu'on applique aux aliments, la même stratégie d'affaires que celle utilisée pour le pétrole, l'or et autres matières premières. En manipulant artificiellement les prix, en créant une rareté artificielle, quitte à retenir dans des entrepôts les stocks d'aliments si les prix sont trop bas, les « traders » en tirent le maximum de plus-value... aux dépens des sous-alimentés de la planète. La loi du marché... dans toute sa splendeur.



2 L'agriculture, un business comme les autres?

D'une fonction originellement nourricière répondant à un besoin humain de base, l'agriculture est devenue, via l'application des lois du marché, un objet de commerce et un business essentiellement axés sur la recherche du profit maximum. Les ententes de commerce, les prêts aux pays vulnérables et l'aide internationale ont été mis à profit pour ouvrir les marchés des pays pauvres, tuer l'agriculture paysanne et y transformer la production agricole vivrière en cultures d'exportation. Les plantations de coton, au Mali, ont remplacé des champs de mil obligeant ce pays d'Afrique, jadis autosuffisant, à importer plus de 80 % de ses aliments. Ici, les tablettes de nos supermarchés regorgent de haricots, asperges, champignons et autres produits « bien de chez-nous » en provenance de Chine, du Pérou, du Maroc. Des denrées produites dans des conditions qu'on n'ose imaginer. Alors que les produits offerts dans nos supermarchés parcourent parfois des milliers de kilomètres, paradoxalement nos producteurs locaux éprouvent mille et une difficultés à pénétrer nos supermarchés.



3 En quête de souveraineté... alimentaire

Le commerce des aliments n'est pas en soi une activité condamnable. Il le devient quand les mécanismes qui le régissent mettent en péril la sécurité alimentaire des populations, c'est-à-dire la disponibilité des aliments et l'accès à ceux-ci. Au Canada, au Québec et un peu partout dans le monde, de plus en plus de citoyens réclament la mise en place de politiques favorisant ce qu'on appelle la souveraineté alimentaire. Alternative à la marchandisation sans contraintes des ressources de l'agriculture, la souveraineté alimentaire favorise le développement et le maintien d'une agriculture de proximité prioritairement destinée à alimenter les marchés régionaux et nationaux tout en étant soucieuse des conditions sociales et environnementales de production des aliments. Dans ce modèle, les fermes à dimension humaine de même que l'agriculture vivrière, destinée à nourrir la population locale, sont privilégiées par rapport aux méga-entreprises et aux cultures d'exportation qui, bien qu'elles rapportent des devises et des profits, fragilisent les populations locales au plan alimentaire.



QUIZ

Mesurez vos connaissances sur la souveraineté alimentaire

1) VRAI ou FAUX : Pour réduire la pauvreté dans les pays en développement, soutenir les activités industrielles s'avère plus efficace que toute forme d'aide à l'agriculture.

2) VRAI ou FAUX : Au Québec c'est au rythme de 500 par année qu'on voit disparaître les fermes agricoles.

3) VRAI ou FAUX : L'Afrique a déjà produit de telles quantités de produits agricoles qu'elle a déjà nourri non seulement ses populations, mais également, via l'exportation de denrées alimentaires, les populations du Nord.

4) VRAI ou FAUX : Au plan économique, l'importation d'aliments en provenance de pays étrangers, représente un avantage indéniable puisque les coûts de production sont habituellement moins élevés au Sud que dans les pays du Nord.



Des fermiers de famille

Au Québec en 2007, 30 000 membres consommateurs, représentant presque autant de ménages provenant de diverses régions, s'approvisionnaient auprès de leurs fermiers de famille. Le réseau québécois des fermes ASC (Agriculture Soutenue par la Communauté) regroupe près de 100 fermes certifiées biologiques qui approvisionnent leurs clients avec des paniers bio de fruits, légumes, viandes ou autres produits. La popularité grandissante du réseau ASC fait de celui-ci le plus grand du genre au monde. (Source : www.equiterre.ca)

4 Et si l'agriculture retrouvait...ses racines

La souveraineté alimentaire est un moyen de répondre au droit à l'alimentation, un droit fondamental de tous les citoyens du monde. Le rôle fondamental de l'agriculture qui est celui de nourrir les gens doit donc avoir la préséance sur la recherche du profit. Encourager l'achat local, favoriser le rapprochement du producteur avec le consommateur et exercer une vigilance citoyenne constante à l'égard des accords commerciaux lorsqu'il s'agit de produits agricoles, voilà des pratiques citoyennes susceptibles de redonner à l'agriculture son sens originel : **nourrir les hommes et les femmes qui habitent cette planète.**

Le chiffre du mois 2 600 km

C'est la distance que parcourt en moyenne un aliment acheté dans un supermarché en Amérique du Nord. (Source : Option consommateurs)

RÉPONSES DU QUIZ

1) FAUX : Selon la Banque mondiale, pour réduire la pauvreté, le secteur de l'agriculture se révèle jusqu'à quatre fois plus efficace que les autres secteurs économiques. En dépit de ce potentiel et alors que l'ONU estime à 30 milliards \$ l'aide nécessaire pour soutenir l'agriculture dans les pays en développement, l'aide internationale ne cesse de décroître passant de 8 milliards \$ en 1980 à 3,4 milliards \$ en 2004. Seulement en 2006, les pays riches ont consacré pas moins de 372 milliards \$ pour soutenir leur propre agriculture.

2) VRAI : Le déclin du nombre de fermes constitue une tendance lourde qu'on observe depuis les années 40. Les petites exploitations agricoles familiales produisant une grande variété d'aliments disparaissent au profit de gigantesques entreprises agricoles axées sur la spécialisation et la production de masse de plus en plus destinée aux marchés d'exportation. Le cas des méga-porchereries en constitue un exemple éloquent.

3) VRAI : Vers la fin des années 50 et 60, soit au moment de la décolonisation, l'Afrique était autosuffisante au plan alimentaire. Les pays du continent exportaient même de la nourriture (1,3 million de tonnes par année entre 1966 et 1970). L'application des politiques dictées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale a complètement anéanti les structures traditionnelles de production agricole pour en faire des pays exportateurs de produits ciblés, rendant ces pays vulnérables au plan de la souveraineté alimentaire.

4) FAUX : S'il est vrai que les produits importés coûtent moins chers à produire à cause notamment des normes de production moins exigeantes et des bas salaires versés aux producteurs, il faut ajouter aux coûts directs, payés par le consommateur, les coûts indirects, assumés par la société, comme les coûts environnementaux liés au transport par exemple. Un fruit importé hors saison par avion consomme entre 10 à 20 fois plus de pétrole que le même fruit produit localement.

Pour en savoir plus

FILM

Bacon le Film

www.onf.ca/webextension/baconlefilm



À LIRE

BON, PROPRE ET JUSTE,

Éthique de la gastronomie et souveraineté alimentaire, Éditions Yves Michel

Prix de détail 29,95 \$

Plaidoyer pour une agriculture paysanne : Pour la santé du monde, Roméo Bouchard, Éditions Écosociété, 2002



Équiterre

www.equiterre.qc.ca

Mouvement Slowfood

www.slowfoodquebec.com

Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois

<http://www.caaaq.gouv.qc.ca/>

Union paysanne

<http://www.unionpaysanne.com/>

Via campesina

Mouvement international de paysans

http://viacampesina.org/main_fr/

Rendez-vous québécois pour la souveraineté alimentaire

www.nourrirnotremonde.org

SAVIEZ-VOUS QUE?

Si chaque consommateur ajoutait seulement pour 3 dollars par semaine d'aliments québécois à son panier d'épicerie, ce geste entraînerait une augmentation de plus d'un milliard \$ des ventes de produits alimentaires du Québec chaque année.

(Source : MAPAQ – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec)

Pour agir

Fréquenter les marchés publics.

S'approvisionner auprès des artisans locaux de l'alimentation, tels les fromagers, les agriculteurs biologiques, ou les transformateurs artisanaux.

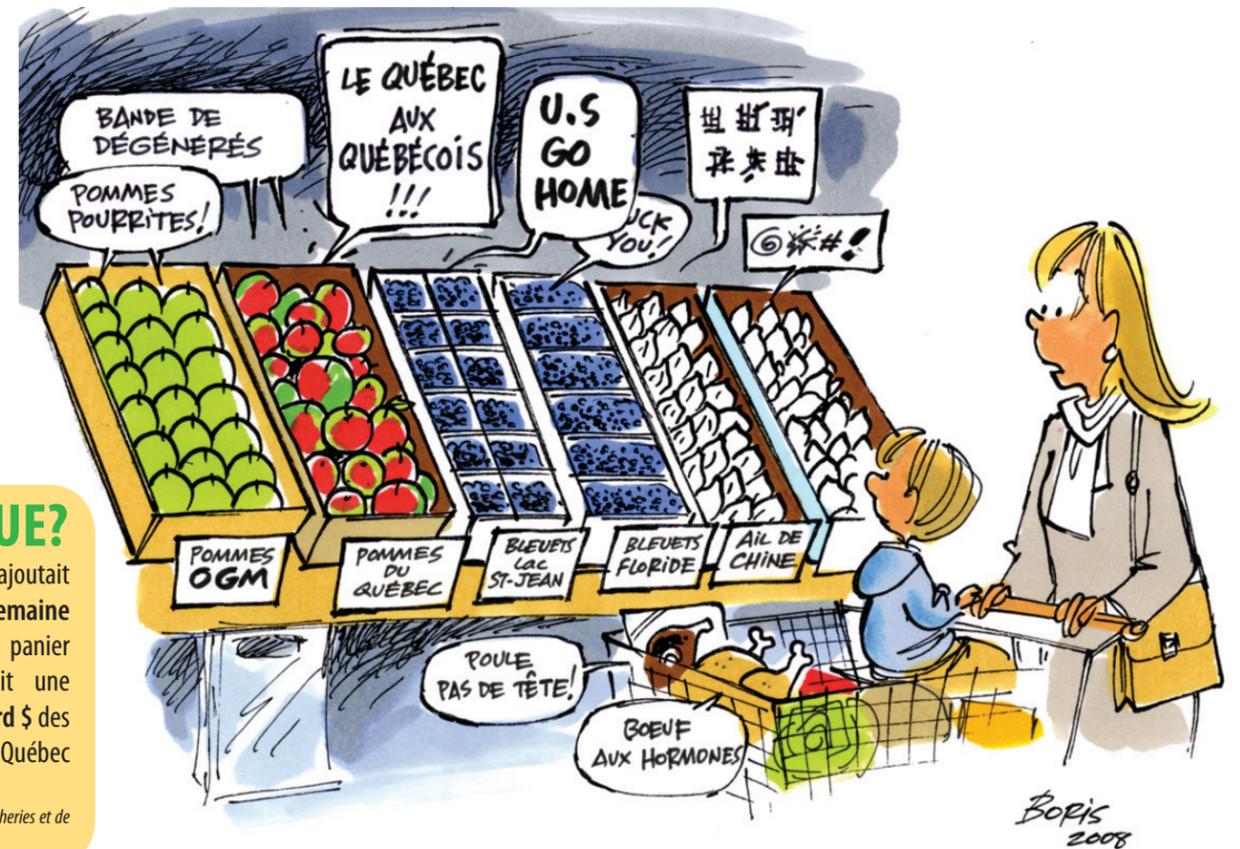
Développer le réflexe de vérifier la provenance des aliments achetés au supermarché.

Se joindre au réseau des fermes ASC d'Équiterre (www.equiterre.ca)

Participer aux activités des Journées québécoises de solidarité internationale (JQSI) sur le thème de la souveraineté alimentaire du 12 au 23 novembre.

www.aqoci.qc.ca/jqsi2008/

www.cs3r.org



Lisez les autres pages de la série « Les grands enjeux »

www.lagazette.ca
dans la section « Les grands enjeux »



Publié par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières, un organisme sans but lucratif indépendant, en collaboration avec La Gazette de la Mauricie, grâce à des dons de citoyens et de citoyennes de la Mauricie..

Pour réagir ou faire un commentaire à propos du contenu de ces deux pages, faites-le par courriel à :

grandsenjeux@cs3r.org
(819) 373-2598

Vous pouvez faire un don à l'organisme pour qu'il puisse continuer sa mission d'éducation et de sensibilisation en envoyant un chèque à :
CSTM – Fonds de Charité
942, Ste-Geneviève, Trois-Rivières (Qc) G9A 3X6
www.cs3r.org